

ENTRETIEN

Frontière fermée

MALI La fermeture de la frontière algérienne vise à mettre fin aux trafics qui alimentent les djihadistes du Nord. Avec quel impact ?

« **Sud Ouest** ». L'Algérie a fermé sa frontière avec le Mali. Peut-elle vraiment contrôler cette zone ?

Laurence Aïda Ammour (1). La fermeture de la frontière ne date pas de l'après-In Amenas. Il y a déjà plusieurs mois que l'Algérie a annoncé cette décision. Personnellement, connaissant le Sahara, je ne sais pas très bien ce que cela veut dire.

Les postes-frontières situés sur les routes principales sont bloqués, mais le reste de la frontière, qui mesure près de 1 500 kilomètres de long, n'est jamais hermétique. L'Algérie envisage depuis longtemps déjà d'acquiescer des systèmes de surveillance électronique. À ce jour, elle n'en est pas encore équipée.

Que se passe-t-il, le long de cette frontière ?

Cette frontière n'en est pas vraiment une. C'est un phénomène que l'on retrouve dans toute l'Afrique. Politiquement, elle a une signification. Mais, pour les gens qui vivent de chaque côté, elle a un tout autre sens. Ils sont toujours passés facilement d'un pays à l'autre.

Il existe dans cette zone une activité commerciale informelle très importante et très ancienne. Les produits alimentaires et le carburant, par exemple, sont bien moins chers en Algérie qu'au Mali parce qu'ils sont subventionnés par l'État. Ils sont revendus jusque dans le Nord-Mali, qui vit dans un état de pauvreté avancé.

C'est sur ces circuits traditionnels de commerce informel que se sont greffés les circuits criminels.



Laurence Aïda Ammour. PHOTO DR

La lutte contre les djihadistes du Nord-Mali passe, entre autres, par l'arrêt de ces trafics. Cela vous semble-t-il possible ?

L'Algérie va devoir démontrer sa détermination, et surtout prendre des mesures concrètes pour montrer qu'elle a pris acte de la gravité de la situation. Je pense qu'elle est prête.

La position attentiste qu'elle a d'abord adoptée s'explique en bonne partie par le printemps arabe. Je crois qu'elle a été prise totalement au dépourvu par ce qui s'est passé chez ses voisins et qu'elle n'a pas su s'adapter rapidement aux nouvelles configurations géopolitiques. Elle n'a pas su combler le vide créé par la disparition de Kadhafi pour renforcer le rôle de puissance régionale qu'elle partageait avec la Libye.

La fermeture de la frontière ne risque-t-elle pas en même temps de créer des tensions dans la région ?

Le problème se pose à chaque fois

que la frontière est fermée. Elle l'avait déjà été, il y a trois ans. À l'époque, on avait obligé les Touaregs à avoir un laissez-passer. Dans l'hypothèse où l'Algérie déciderait de faire de cette frontière un mur infranchissable pour que les djihadistes ne puissent pas échapper aux troupes maliennes et françaises arrivant par le sud, d'autres personnes se retrouveraient forcément dans la nasse. Cela pourrait avoir un impact sur différentes communautés qui ont des rapports déjà tendus entre elles.

Quelle est la position des Touaregs algériens ?

L'Algérie a horreur des questions ethniques. Pour elle, les problèmes ne se posent pas en ces termes. Officiellement, les Touaregs algériens n'ont pas été tentés par la révolte de l'an dernier dans le Nord-Mali et ils ne revendiquent pas leur indépendance. Il y a eu une forme de développement dans le Sud algérien, et les chefs touaregs sont associés à la vie politique. Mais on ne peut pas exclure que ce qui se passe au Mali pousse certains Touaregs à agir d'une façon ou d'une autre, d'autant qu'il y a parmi eux un certain mécontentement dû à l'arrêt du tourisme saharien. Si jamais, par exemple, des Touaregs maliens devaient être massacrés, cela pourrait avoir des répercussions de l'autre côté de la frontière, ainsi qu'au Niger.

Recueilli par Pierre Tillinac

(1) Chercheuse associée à Sciences Po Bordeaux, consultante en sécurité internationale et défense.